

Jean-Christophe Notin

LE MAÎTRE DU SECRET



ALEXANDRE DE MARENCHES
LÉGENDE DES SERVICES
SECRETS FRANÇAIS

Tallandier

Le Maître du secret
Alexandre de Marenches

DU MÊME AUTEUR

Essais

1061 Compagnons. Histoire des Compagnons de la Libération, Perrin, 2000.

La Campagne d'Italie, Les victoires oubliées de la France, Perrin, 2002.

Les Vaincus seront les vainqueurs. La France en Allemagne, Perrin, 2004.

Leclerc, Perrin, 2005.

Foch, Perrin, 2008.

Le Général Saint-Hillier. De Bir Hakeim au putsch d'Alger, Perrin, 2009.

La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan, Fayard, 2011.

La Vérité sur notre guerre en Libye, Fayard, 2012.

Le Crocodile et le Scorpion. La France et la Côte d'Ivoire, Éditions du Rocher, 2013.

La Guerre de la France au Mali, Tallandier, 2014.

Leclerc. Le croisé de la France libre, Perrin, 2015.

Maréchal Juin, Tallandier, 2015.

Les Guerriers de l'ombre, Tallandier, 2017.

Romans

Otage@bagdad, Privé, 2007.

Nom de code : la Murène, Seuil, 2008.

Jean-Christophe Notin

Le Maître du secret
Alexandre de Marenches

TALLANDIER

Cet ouvrage est édité par Denis Maraval.

© Éditions Tallandier, 2018
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-3130-2

Croyez-le... ou non

C'est une maison rose, adossée à la colline. On n'y vient plus à pied, mais en voiture ou en TGV. Quant à ceux qui vivaient là...

Nous nous retrouvions habituellement dans la cour de l'entrée, mal gardée par un portail bancal. C'est Laurent, un gendarme suisse, qui avait les clés. Qu'on le sache dès à présent : avec Alexandre de Marenches, rien n'est jamais ordinaire. Même en terre de France, pour garder une propriété d'un ancien directeur des services, c'est sur un gendarme suisse qu'il faut compter.

L'homme a mon âge, et il est tout à fait délicieux avec cette politesse et cette pratique du français qui inviteraient à s'exiler au-delà des Alpes pour retrouver ce que nous, Français, avons perdu. Il me laissait opérer seul dans cette bâtisse à deux étages qui, faute d'occupant, est en train de perdre son combat face au froid et à la poussière. Presque rien n'a changé depuis 2008, lorsque Lilian, la veuve d'Alexandre, a été placée en maison de repos. Dans la salle de bains, des boîtes de médicaments périmés ; dans l'antichambre, un énorme placard bourré de vêtements de grande taille ; dans la cuisine, des plantes d'intérieur desséchées. Et, au milieu de toutes ces reliques, des papiers. Partout. Dans des cartons, à l'abandon. Des bijoux d'un temps glorieux et des piles de livres moisis

jusqu'à la reliure. La mort a kidnappé cette maison qui ne devrait exister que dans l'imaginaire des historiens.

Je n'oublierai pas la sensation ressentie en découvrant sans le savoir les dernières affaires d'Anselme. Une enveloppe contenant son argent de poche, ses notes du premier semestre 1971, les derniers mots affectueux envoyés à ses parents. Et juste à ce moment, l'impression que quelqu'un passait dans mon dos, entre la chaise en formica et la fenêtre glacée.

Je suis ingénieur de formation. Je sais relativiser. Enfin, je crois. Mais je n'ai pas peur d'avouer que j'ai souvent eu l'impression d'être observé, dans cette maison.

Il est vrai qu'un biographe prend toujours un risque en suivant les traces de son personnage. Écrire sur Alexandre de Marenches, c'est retrouver, patiemment, les dizaines de personnes qui l'ont connu, aimé ou détesté. C'est les écouter les unes après les autres, humblement, longuement, très longuement. C'est recueillir tout ce qui a pu le concerner de près ou de loin. Et finir par le voir surgir dans ses rêves.

À quoi bon consacrer tant de temps à Marenches ? me demandait-on d'un air amusé au début de mes recherches. Un très haut personnage de l'État fit même montre de dédain : comment un « simple directeur d'administration » pourrait-il s'attirer pareille considération ?

Le 5 septembre 1986, un mélange de Philippe Noiret, d'Orson Welles et d'Errol Flynn imposa sa forte carrure à l'émission *Apostrophes*. Le comte de Marenches vint présenter ses souvenirs, *Dans le secret des princes*. Avec la même décontraction qu'à la terrasse de sa villa de Grasse, il devisa en compagnie du maître des livres Bernard Pivot et de sa confidente depuis plus d'un an, la tsarine du 20 heures, Christine Ockrent... Celui qui ne devait rien dire invité là où tout le monde rêvait d'aller parler ! Jamais un directeur du service extérieur de renseignement français ne s'était ainsi livré au grand public. Et ce n'était pas n'importe lequel : le Hoover français !

Onze années à la barre de l'ancêtre de la DGSE, record inégalé et sans doute inégalable. Pourtant, la mer avait été des plus démontées durant son capitonat. Derrière le discours rassurant sur la détente et la prospérité, des conflits s'étaient ouverts partout dans le monde. De 1970 à 1981, les apparences de gentleman placide dissimulèrent chez Marenches les violents tourments d'un homme persuadé d'être, avec ses troupes, l'un des derniers remparts de la liberté. Cela méritait bien une biographie... Mais je ne m'attendais pas à ça. Chaque rencontre mit en évidence un nouvel aspect du personnage, ou bien contredit les précédents. L'habitué du secret des princes m'apparut peu à peu comme un prince du secret. Un expert du cloisonnement bien avant d'avoir rejoint les services. Un homme follement sympathique par instants et diablement antipathique par d'autres. Capable de raconter n'importe quoi sur ce qu'il n'avait pas fait et de tout cacher de ce qu'il avait vraiment réalisé. Tant pis si je n'avais trouvé aucun écrit de Marenches ; une biographie peut s'en passer. Quand, il y a près de deux ans, je me garai devant la dernière demeure de sa veuve, je considérais ne remplir qu'une sorte de formalité. Ce n'était qu'une porte à refermer, comme il y en avait déjà eu tant, histoire de mettre un terme à mon enquête sans regret. Mais c'était un piège...

Depuis la rue, la maison rose n'était guère engageante avec son enfilade de garages laissant tout juste assez de place pour accéder à la porte d'entrée. Ce n'était pas mieux à l'intérieur où elle ne m'offrit qu'une forte odeur d'humidité. Le gardien des lieux, qui n'était pas encore suisse, me cantonna sous la véranda, au milieu des pots décrépits, assis à une table recouverte d'une nappe en toile cirée. Subitement, sans que je ne lui demande rien, il me laissa seul : « Je vais voir si je ne trouve rien pour vous. » Je découvris alors, derrière la

place qu'il venait de quitter, un exemplaire jauni de mon livre sur la campagne d'Italie, paru en 2002. Pour ces recherches, j'avais eu la chance d'interroger pléthore d'anciens combattants, mais pas la comtesse de Marenches, qui avait été infirmière dans le corps expéditionnaire français. Son entourage m'avait indiqué qu'elle ne le souhaitait pas. En m'emparant de mon livre, je réalisai qu'elle l'avait lu, et attentivement à en juger par les annotations. Il m'aura fallu attendre sa mort pour, enfin, la rencontrer.

Au bout d'un long quart d'heure, l'ancien homme à tout faire d'Alexandre de Marenches me soumit ses trouvailles : de nombreuses médailles, quelques correspondances sans intérêt, et puis une relique à laquelle il accordait manifestement beaucoup moins d'importance : un tout petit carnet Hermès où le jeune sous-lieutenant avait consigné ses humeurs de l'année 1943.

Marenches n'aurait-il pris de notes qu'en Afrique du Nord ? Très peu probable. Si 1943 existait, où étaient passées 1942, 1944 et toutes les autres années ? Mon hôte me fit comprendre qu'il n'en savait rien, qu'il avait ramassé le carnet par terre, dans le grenier, où le désordre triomphait.

Je rentrai à Paris plus déterminé que jamais. Il courait de fait au sujet de Marenches une légende plus tenace que les autres : effrayé par l'arrivée au pouvoir des « socialo-communistes » en mai 1981, il aurait conservé de la documentation sur ses activités au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) – la future DGSE. Impossible ! m'avait-on répété. Et on avait fini par me convaincre. Dans les années 2000, Michel Roussin, son dernier directeur de cabinet, s'était même fendu d'une visite en Suisse pour éplucher les documents que Lilian avait retrouvés dans les affaires de son mari. Verdict : quelques feuillets sans grande valeur...

Je pensais souvent à ce carnet. Et si la légende disait vrai ? Personne cependant n'était en mesure de m'aider. Et

puis, cédant à mes demandes répétées, les ayants droit des Marenches m'autorisèrent enfin à fouiller cette étrange maison rose. Le couple avait disposé de plusieurs autres propriétés, en France, en Suisse et même au Maroc, mais mes pas étaient comme guidés par une force extérieure.

Un petit matin d'octobre, Laurent, le gendarme quitta ses Alpes pour me prêter main-forte. Délaisant la véranda et ses plantes desséchées, je commençai par mettre au jour dans le désordre du salon des albums de photos et moult papiers hétéroclites. Dans le grenier aussi, des cartons mal scotchés débordaient de liasses de documents. Mais point d'agenda. C'est qu'il fallait connaître l'existence de la cave...

Juste après l'entrée, un escalier tortueux conduisait le visiteur vers le vrai royaume de l'ombre. La première pièce de fait était dans le noir intégral. À tâtons, il nous fallut localiser l'interrupteur afin de ne pas trébucher contre les meubles de jardin, obligés de composer depuis des années avec un sapin de Noël synthétique et de vieux sacs de voyage. Et puis soudain, sur la droite, une découverte incroyable : au sous-sol de cette maison perdue et sans cachet, une chambre forte ! L'accès au reste de la cave était barré par une porte blindée qui ne dépareillerait pas dans un couloir de l'actuelle DGSE.

Le gendarme en avait vu d'autres. En un tour de main, il eut raison de la serrure et je réalisai alors que Marenches, comme me l'avait raconté Jean-Noël, son fidèle officier de sécurité, avait vraiment pensé à sa postérité. Sous cette voûte tapissée de toiles d'araignée, toute la vie d'un homme somnolait, avec ses secrets imperturbablement conservés de la naissance à la mort. Tout y était. À droite, des fûts de l'huile produite par les oliviers de la propriété de Grasse. À gauche, des bouteilles de vin, pas forcément des grands crus. Un peu partout, des amoncellements de documents, mélangeant comptabilités obscures et clichés des années folles. Ainsi qu'une valise traînant sur la pierre qui déballa non pas un,

mais une centaine d'agendas Hermès analogues à celui de la véranda. Des milliers de lundis, de mardis, de mercredis... Toute l'existence de Marenches annotée, gribouillée, expurgée souvent...

Au fond de la pièce, sur la droite, ayant par miracle échappé à la dernière fuite d'eau : six caisses SNCF métalliques, de cette peinture verte ou bleue inimitable, fermées par des barres de fer, elles-mêmes renforcées d'un cadenas avec code. Sans demander son reste, Laurent les fractura à l'aide de la tenaille qu'il avait pensé à emporter « au cas où »... avec, bien entendu, l'autorisation des propriétaires.

J'étais déjà comblé par tous les documents qui gisaient par terre, comme autant de victimes du temps. Des sacs entiers de photos et de papiers étaient collés par l'humidité et tenaient leur vengeance en se déchirant quand je cherchais à les séparer.

Et les caisses, alors ? Croyez-le ou non : onze années de services secrets rangées avec minutie. Des milliers de pages parfaitement alignées. Il n'y avait donc pas de légende : Marenches s'était constitué une sorte de mémoire parallèle. Contrairement à ce que d'aucuns m'avaient affirmé, n'y figurerait aucun dossier des sources traitées par le SDECE derrière le rideau de fer et que Marenches n'aurait pas voulu laisser aux mains des communistes à présent au gouvernement. Sans doute une grande partie de ces archives-là ont-elles été détruites en mai 1981, dans la précipitation de la victoire de Mitterrand, à défaut d'avoir été mises en lieu sûr... Point de dossiers estampillés « Confidentiel défense » non plus. Point de révélations alors ? Il faut savoir que les opérations les plus sensibles des services, qui alimentent tous les fantasmes, font très rarement l'objet d'archivage. On ne sait jamais, il pouvait y avoir des ratés... Par ailleurs, ce n'est jamais dans pareils documents que l'on trouve les clés pour les comprendre. Peu important le nom de tel opérateur, la couverture adoptée ou le nom des relais sur place. Ce qui compte, c'est de savoir

pourquoi le service a décidé d'appuyer sur ce bouton-ci et pas sur un autre, à cette date-ci – en bref, ce qui définit sa place dans le fonctionnement d'un État. C'est ce trésor-là que renferment les caisses. Des copies de lettres à des chefs d'État, des études sur tel phénomène, mondial ou localisé, les réflexions d'un directeur général qui a cru, longtemps, à la mort de l'Occident.

Et puis, il y avait aussi dans ces caisses ce qui est si difficile à retranscrire avec des mots. Je pense surtout au fameux attaché-case dont Marenches, d'après le fidèle Jean-Noël, ne se séparait jamais. De très belle facture, couleur cramoisie, et marquée à ses initiales. Avec un code, elle aussi. Mais manifestement, son propriétaire ou quelqu'un d'autre avait dû un jour l'égarer : la serrure, fracturée, pendouillait sans dignité.

À l'intérieur, un condensé de tout ce à quoi Marenches tenait le plus ou ce qu'il tenait le plus à cacher, puisqu'il ne s'en séparait jamais. La liste des bijoux qu'il avait offerts à sa femme se perdait parmi les photos dédicacées de starlettes américaines qu'il allait souvent retrouver outre-Atlantique... « *It's wonderful to know you are still my friend* », signe une New-Yorkaise, Virginia C., de quatre ans sa cadette. Certaines notes s'égarèrent sur ses faits et gestes entre 1940 et 1945 – on ne sait plus après leur lecture s'il a fait la guerre contre les Allemands ou contre la vérité. Il y avait un projet datant de 1974, sans doute celui qui lui tint le plus à cœur : sous la couverture d'une fondation internationale basée en Suisse, il prévoyait une coopération entre services de renseignement amis pour terrasser l'hydre communiste. Il y avait aussi les affaires d'héritage familial, source permanente de conflit depuis la guerre avec son demi-frère. En fait, le contenu de cette mallette aurait suffi pour se convaincre de la nécessité de raconter une vie en rien ordinaire, avant, pendant et après le SDECE.

Mais le document le plus émouvant dormait encore dans une pochette intérieure. Un petit mot à l'écriture hésitante :

« Si jamais, pendant ce mois, il m'arrivait quelque chose, ne répondez sous aucun prétexte à une lettre de rançon, etc. Votre très honorable fils¹. » Blague d'un gamin dont la joie de vivre masquait le vague à l'âme. Sans l'oblitération des PTT, impossible d'en connaître la date. Mais l'inscription sur l'enveloppe, agrémentée d'une tête de mort casquée, donne un indice : « N'ouvrir qu'après mon départ. »

La cave me parut soudain plus froide. Je remontai l'escalier casse-gueule et m'accordai une pause à l'air libre après des heures de poussière et de dos cassé à compulsiver frénétiquement les papiers de peur qu'ils se volatilisent. Mais par quel sortilège l'auraient-ils fait, puisque personne ne connaissait leur existence ?

De manière stupéfiante, le même silence régnait à l'extérieur et à l'intérieur de la maison. Tout semblait plombé, jusqu'au ciel qui lâcherait bientôt de la neige comme pour effacer nos traces. J'eus la surprise de ne pas me sentir rassuré quand je pénétrai dans le jardin. Les extravagances de Mme de Marenches y étaient les plus lisibles. Une volière, des étangs à poissons, un pont, un carrousel, des rosiers, des bambous... Rien n'était trop beau pour elle. Mais ici aussi, la déchéance l'emportait. Les buissons n'étaient plus taillés, un cyprès s'était écroulé sur son voisin, l'allée qui s'enfonçait derrière était presque comblée par les mauvaises herbes. Et pourtant, tout conduisait à avancer encore. Il y avait, au bout de ce jardin désolé, l'endroit où toute l'histoire s'est achevée...

Ce soir-là, quand je refermai la maison avec Laurent, j'eus la conviction que ce livre ne ressemblerait à aucun autre. Alexandre de Marenches me faisait payer le prix des découvertes incroyables qu'il m'avait réservées. C'est ce qui arrive quand on s'investit trop dans ce genre d'enquêtes. On finit toujours par trouver ce que l'on n'est pas venu chercher.

L'inconnu de l'Est parisien

Le 10 novembre 1970 à 16 heures, tout le personnel est réuni dans le bâtiment de la réserve du service automobile, au 141, boulevard Mortier, QG du SDECE.

Ce qui impressionne d'abord c'est sa stature : plus d'un mètre quatre-vingt-dix. De quoi lui permettre de voir au-dessus de ce monde confus, disent les optimistes. Pas vraiment discret pour un « espion », raillent les autres. Ses tempes blanchies font oublier qu'il n'a que quarante-neuf ans. Certains remarquent sa démarche malgré tout lourde, boiteuse même. Les informés expliquent qu'il a été blessé pendant la campagne d'Italie, en 1944. Depuis la Libération, de fait, c'est principalement à la gloire du commandant du corps expéditionnaire français, le maréchal Juin, qu'Alexandre de Marenches doit sa propre notoriété. Dans les milieux autorisés, tout le monde croit savoir qu'il en a été l'aide de camp et qu'il s'est employé, il y a quelques années, à combler le gouffre creusé par la guerre d'Algérie entre le général de Gaulle et lui. Juin a fait de Marenches l'un des plus connus de ces personnages croisés dans les couloirs des ministères ou des états-majors sans que leur rôle puisse véritablement être établi. Indicateur significatif, *Le Monde* n'a cité que deux fois son nom depuis sa création dont une pour rapporter, en 1951, sa présence à une réception du président Eisenhower.

Marenches n'est pas général, comme ses trois prédécesseurs, ni homme politique ou haut fonctionnaire, comme les premiers directeurs généraux du SDECE. Ancien combattant, on le dit aussi ancien résistant, le canapé de la Légion d'honneur qu'il arbore tendant à attester qu'il l'a été dans les circonstances les plus exposées. À moins que la décoration soit venue récompenser des états de service rendus dans l'ombre ? Car, y compris à Mortier, le bruit court qu'il a accompli des missions capitales pour la France parallèlement à ses activités commerciales. Certains avancent même que celles-ci n'étaient que des couvertures pour un maître espion...

En lisant la presse, le personnel du SDECE a pu faire de nouvelles conjectures. Pour *Le Canard enchaîné*, c'est le ministre de la Défense Michel Debré qui l'a imposé ; pour RTL, l'Élysée voulait le général Delisle, l'Intérieur un préfet ; pour *Minute*, le président de la République, Georges Pompidou, a eu le dernier mot. En tout cas, résumant le tout, les Renseignements généraux ont conclu le 21 octobre sur le sentiment général que la nomination du nouveau « DG » signait une reprise en main du service.

Alexandre de Marenches est-il un grand orateur ? Peut-être est-ce la première fois qu'il a à prendre la parole devant quelques centaines de personnes. La voix tremble un peu et le style s'en ressent aussi : « Ce que je voulais faire, annonce-t-il, c'était tout simplement me présenter à vous, car après tout, cette maison, c'est vous. La différence entre vous et moi, c'est que moi, j'ai besoin de vous et que vous, vous n'avez pas forcément besoin de moi. Cependant, j'arrive ici, ne connaissant vraiment que très peu de cette maison, mais je le sais, j'en suis très conscient et j'en ai un peu peur dans le fond¹. » Belle franchise, mais fort éloignée du ton martial qui lui sera attribué dans les dîners en ville...

Toutefois, le nouveau directeur général prend de l'assurance, son rythme s'accélère lorsqu'il promet de faire de son

mieux, de « faire marcher cette maison, de faire des réformes profondes car [il est] ici pour ça ». Il poursuit : « Cette maison va être améliorée certainement, si vous m'aidez d'ailleurs, si nous avons confiance au début, si ensuite nous avons un peu d'amitié et un peu de respect les uns pour les autres [...]. Le problème moral [au SDECE], c'est que nous devons croire à notre affaire, nous devons être persuadés que nous servons à quelque chose, que nous sommes utiles [...]. Ce que je voulais vous dire aujourd'hui, c'était essentiellement ça. Cette maison a un mauvais renom, nous allons faire en sorte, avec votre aide, que bientôt tout ça soit effacé. Je voudrais vous rappeler, aux uns et aux autres, ce que je vais me rappeler moi-même tous les matins en me levant ; c'est que nous sommes essentiellement au service de la France et de l'État. Je suis un homme qui admire encore les vertus anciennes, celles dont on se moque souvent aujourd'hui. Eh bien, au risque de faire sourire certains, moi, les mots comme courage, fidélité, honneur, France, moi, ça ne me fait pas rire. Et c'est ça que je voulais vous dire aujourd'hui »².

Le personnel rompt les rangs, l'esprit occupé pour la fin de la journée à deviner à quelles « réformes profondes » il a été fait allusion. En revanche, il saura vite que, lorsque le directeur général a affirmé qu'il s'emploierait « avec la dernière énergie à extirper les ennemis de l'intérieur » – « où qu'ils soient et pour ça, regardez-moi bien, vous pouvez compter sur moi »³ –, ce n'était vraiment pas des paroles en l'air. Marenches n'est au SDECE que depuis sept heures et les choses n'ont pas traîné. Arrivé à 9 heures, juste après la traditionnelle cérémonie aux morts qui se tient à Mortier chaque veille du 11 Novembre, il s'est brièvement entretenu avec son prédécesseur. En poste depuis 1966, Eugène Guibaud devait conserver sa voiture avec chauffeur pendant une quinzaine de jours – « quelques », corrige Marenches sur la note correspondante. Le général part tout de même avec les honneurs :

le même Conseil des ministres du 14 octobre qui a choisi son successeur l'a nommé conseiller d'État en service extraordinaire. Comme il aime à l'écrire, le nouveau DG a ensuite posé la « question de confiance⁴ » à Henri Azam, le contrôleur général qui tient les finances du SDECE et donc les sulfureux fonds spéciaux. Ensuite, il a dû subir une transformation. Car le même homme qui vient d'avouer à ses troupes « avoir peur » est alors apparu comme le Marat de l'espionnage, actionnant la guillotine sans vergogne. Une demi-douzaine de cadres se sont vu notifier leur départ plus ou moins rapide. La rumeur courra bientôt la « boîte » – surnom du QG du SDECE – sur le déroulé de ces entretiens : la porte s'ouvre ; Marenches : « Présentez-vous ! » La personne d'obtempérer : « Je suis le chef de tel service... – Vous étiez ! le reprend aussitôt le directeur général. Vous pouvez disposer⁵. »

La vérité ne doit pas être si éloignée puisque l'agenda de Marenches ne prévoyait que quelques minutes pour chacun. L'un d'eux, un vétéran, Henri Trautman, soixante-neuf ans, dit « l'amiral » puisqu'il est passé par l'École navale, a ainsi confié à son ami l'essayiste Pierre de Villemarest : « Voici cette porte [des Lilas] où s'est engouffré un tourbillon épuratif qui frappe à l'aveuglette. Staline en faisait autant⁶ ! »

En tout, seront congédiés une vingtaine de directeurs, sous-directeurs, chefs de service et de bureau dans tous les secteurs – contre-espionnage, opérations spéciales, section scientifique, infrastructures et moyens, sans compter les « honorables correspondants », ces Français rendant service au Service, parmi lesquels Marenches s'occupe également de faire un tri. Le plus fameux d'entre eux est sûrement l'avocat Jean Violet, pourtant réputé pour ses relations haut placées au Vatican, d'où son surnom, le « cardinal ». Trop cher pour les informations récoltées, statue Marenches qui le classe dans « la race des escrocs du renseignement ». « Ce monsieur, se délectera-t-il à relater plus tard, est monté sur ses grands chevaux. Il a dit

qu'on allait voir ce qu'on allait voir : bien entendu, on n'a rien vu⁷ ! » Quant à ceux qui, pour connaître Violet depuis des années, se mettent en tête de le défendre, Marenches les attend de pied ferme : « Leurs cadavres, se gaussera-t-il, jonchèrent bientôt le bureau de mon aide de camp⁸. »

La tentation de la table rase

En quelques jours, le SDECE comprend que son nouveau patron n'a pas que les épaules d'un déménageur. Et le ministre de la Défense, qui en assure la tutelle, s'en félicite. « Je suis très heureux de la résolution avec laquelle vous avez fait et continuerez à faire place nette⁹ », écrit Michel Debré le 1^{er} décembre 1970. La satisfaction gagne le sommet de l'État. Le président de la République paraît même soulagé. Pour l'immense majorité de la classe politique, le service de renseignement extérieur est historiquement le vilain petit canard de l'administration. Une direction pas tout à fait comme les autres, en dépit de sa structure somme toute classique, mais dont la culture du secret est nécessairement douteuse. Là où les Anglo-Saxons emploient le terme *intelligence* – même s'il s'agit d'un faux ami –, les Français recourent à « barbouzerie » : tout un symbole. S'y ajoutent en 1970 de multiples facteurs qui prédestinaient le service à un profond chamboulement, ainsi que Marenches l'explique à Valéry Giscard d'Estaing cinq ans plus tard : « Lorsqu'en novembre 1970, le président de la République avait fait appel à moi pour diriger [le SDECE], il me l'avait décrit sous les couleurs les plus sombres. Pour citer sa propre expression, j'étais envoyé "au chevet d'un moribond"¹⁰ »

Le bateau en effet prend l'eau de toutes parts. À la « centrale » – comprendre le 141, boulevard Mortier –, c'est un empilement de cadres nommés au gré de nombreux chan-

gements de majorité depuis la guerre. Socialistes, gaullistes, radicaux-socialistes, tous se côtoient sans vraiment se mélanger. Déversoir de carrières bouchées ailleurs, le SDECE ne pouvait se porter mieux que la cacophonique IV^e République qui l'a modelé. Nommé en 1957, le général Paul Grossin a incontestablement contribué à lui redonner du sens, la guerre d'Algérie le mobilisant à outrance, mais de Gaulle n'a pas montré plus d'intérêt pour lui que ses prédécesseurs. Faute d'entretien, la caserne des Tourelles s'est fragilisée, l'ennemi s'y est infiltré. Marenches en a eu pour son argent, lui qui, avant de prendre son poste, a sollicité l'avis de Jean Rochet, patron de la DST, en ajoutant qu'il était prêt à « se débarasser de tous ceux qui, à [ses] yeux, étaient suspects soit de négligences graves, soit de défaillances pour le moins troublantes¹¹ ». Le préfet lui a remis une longue liste touchant « de hauts niveaux et presque le sommet ». « Il ne me parut pas en être surpris ni impressionné, écrira-t-il, et il m'affirma qu'avec lui les choses ne traîneraient pas¹². » De fait...

La démarche de Marenches auprès d'une maison souvent décrite comme l'ennemie jurée du SDECE en dit long sur son délitement. Rochet lui donne le baiser de la mort en écrivant dans ses Mémoires qu'« à plusieurs reprises, des prescriptions élémentaires de sécurité avaient manifestement été perdues de vue et [qu']il avait fallu déplorer un relâchement incontestable sur le plan de la rigueur, de la discipline et de la prudence¹³ ». Et de conclure : « Il est difficile de ne recruter que des héros [...]. Il arrive que certains agents, pour échapper à une longue incarcération ou à un sort plus funeste, acceptent d'être "retournés" et de se mettre à la disposition de SR adverses. »

Dernier problème en date : Eugène Rousseau, envoyé à Belgrade en 1957, est soupçonné d'avoir été retourné par les services yougoslaves. L'affaire n'éclate cependant qu'en août 1968 grâce à un tuyau transmis par le FBI à la DST,